



DIRECTION DES ACHATS GHT VAL RHONE CENTRE

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

**REALISATION DE DIFFERENTS DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS
POUR LE PATRIMOINE PRIVE DES HOSPICES CIVILS DE LYON ET DES
ETABLISSEMENTS PARTIES DU GHT VAL RHONE CENTRE**

NUMERO D'OPERATION : T24_4102

1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	<i>Objet du marché</i>	4
1.2	<i>Forme du marché – durée</i>	4
1.3	<i>Décomposition en tranches et lots.....</i>	4
1.3.1	<i>Tranches</i>	4
1.3.2	<i>Lots</i>	4
1.4	<i>Bons de commande.....</i>	4
1.5	<i>Prestations similaires</i>	5
1.6	<i>Dispositions relatives à la sous-traitance.....</i>	5
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
3	DELAIS D'EXECUTION	6
4	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4.1	<i>Echanges dématérialisés.....</i>	6
4.2	<i>Identification des personnels du titulaire.....</i>	6
4.3	<i>Politique générale de sécurité des Hospices Civils De Lyon</i>	6
4.4	<i>Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé.....</i>	7
4.5	<i>Confidentialité.....</i>	7
4.6	<i>Sécurité</i>	8
4.7	<i>Incidence d'un événement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat.....</i>	8
4.7.1	<i>Obligation d'information</i>	8
4.7.2	<i>Modalités de poursuite du contrat.....</i>	8
4.7.3	<i>Modalités de suspension du contrat</i>	9
5	ADMISSION DES PRESTATIONS	9
6	AVANCES	9
7	PRIX DU MARCHÉ.....	9
7.1	<i>Contenu des prix du marché</i>	9
7.2	<i>Prix de référence du marché</i>	10
7.3	<i>Variation des prix du marché</i>	10
8	MODALITES DE REGLEMENT	10
8.1	<i>Régime des paiements</i>	10
8.2	<i>Présentation des demandes de paiements</i>	10
8.2.1	<i>Déclaration de la TVA</i>	10
8.2.2	<i>Attendus communs à toutes les factures :</i>	10
8.3	<i>Mode de règlement.....</i>	11
8.4	<i>Suivi des règlements de facture</i>	11
8.5	<i>Rémunération en cas de groupement.....</i>	11
9	PENALITES.....	11
10	ASSURANCES	12
10.1	<i>Responsabilité.....</i>	12
10.2	<i>Assurance.....</i>	12
11	RESILIATION DU MARCHÉ	12
12	CESSION DU MARCHÉ	12
12.1	<i>Cession du marché en cours de période contractuelle.....</i>	12
12.2	<i>Cession du marché par la personne publique</i>	13
13	Droit et langue.....	13
14	Litiges	13

Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le **GHT Val Rhône Centre** regroupant :

- Les **Hospices Civils de Lyon**, désignés établissement support
- Les établissements parties suivants :
 - **Le Centre Hospitalier de Beaurepaire**, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
 - **Le Centre Hospitalier de Condrieu**, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
 - **Le Centre Hospitalier de Givors**, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
 - **Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or**, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny-sur-Saône ;
 - **L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône**, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
 - **Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien**, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
 - **Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon**, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
 - **Le Centre Hospitalier de Vienne**, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Les responsabilités respectives de l'établissement support et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Etablissement support	Etablissements parties	Observations
Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché	X		
Envoi des bons de commande et Ordres de service	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
Gestion des procédures de révisions des prix des marchés	X		
Reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		
Délivrance du certificat de cession de créances		X	
Application des pénalités		X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

**Réalisation de différents diagnostics techniques immobiliers
pour le patrimoine privé des Hospices Civils de Lyon
et des Etablissements parties du Groupement Hospitalier de Territoire Val Rhône Centre.**

Les différents types de diagnostics sont les suivants :

- Diagnostic technique vente
- Diagnostic technique location
- Diagnostic technique avant travaux
- Diagnostic amiante du patrimoine
- Diagnostic technique avant démolition.

La nature des prestations ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2 Forme du marché – durée

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, donnant lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

Il est conclu sans minimum, et avec un maximum fixé 500 000,00 € HT.

Il est conclu pour une durée ferme à compter du 01/01/2025 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure jusqu'au 31/12/2028.

1.3 Décomposition en tranches et lots

1.3.1 Tranches

Sans objet.

1.3.2 Lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

1.4 Bons de commande

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins et comportent :

- La référence de l'accord-cadre (n°, intitulé) ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La nature et le détail des prestations à réaliser ;

- La date de démarrage des prestations et le délai d'exécution ;
- Le calcul de la rémunération selon bordereau des prix unitaires
- L'adresse de facturation ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il les notifie à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord cadre. Toutefois leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord cadre, dans les conditions fixées à l'article R2162-5 du code de la commande publique.

1.5 Prestations similaires

Sans objet.

1.6 Dispositions relatives à la sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues par la réglementation, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public. Il convient toutefois, d'avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution. Les présentes dispositions ne font toutefois pas obstacle à ce que le paiement du sous-traitant soit directement effectué par le titulaire du marché, éteignant ainsi à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

Le présent marché pourra être résilié pour faute si le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière :
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes:
 - Annexe 1 : Information facturation HCL
 - Annexe 2 : Coordonnées et Etablissements GHT
 - Annexe 3 : Info Factur_Chorus_EP GHT
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fourniture et services. Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- L'offre technique du titulaire, à l'exception des mentions qui seraient contraires aux intérêts du Maître d'Ouvrage et au bon fonctionnement du marché.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

3 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations seront indiqués sur les bons de commande.

Dans le silence du bon de commande, les délais à prendre en compte sont les délais maximums mentionnés dans le CCTP.

Le délai débute à la réception du bon de commande par le titulaire et s'achève par la bonne réception des attendus de la prestation par le représentant du maître d'ouvrage.

4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Echanges dématérialisés

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans l'acte d'engagement, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avvertir l'acheteur dans les plus brefs délais.

4.2 Identification des personnels du titulaire

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des établissements hospitaliers (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

4.3 Politique générale de sécurité des Hospices Civils De Lyon

En application des textes en vigueur, les Hospices Civils de Lyon (HCL), se réservent le droit de requérir l'avis des autorités compétentes, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des Hospices Civils de Lyon comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession ;
- Le ou les lieux d'intervention du personnel titulaire du marché.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception : Tout ou partie de la liste pourra être transmise par le DPSG des HCL aux autorités compétentes.

De même, en cas de modification de la liste initiale du personnel ou de son lieu d'affectation, le titulaire du marché s'engage à adresser une nouvelle liste intégrant les nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire devra notifier, conformément à la réglementation, à ses personnels que les HCL pourront solliciter l'avis des autorités compétentes pour leur autoriser l'accès aux bâtiments des HCL.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par les autorités compétentes précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais et devra prendre les mesures qui s'imposent.

L'avis formulé par les autorités compétentes est valable pour une durée déterminée, généralement trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les HCL détectent des changements radicaux de situation ou de comportement d'un personnel du titulaire du marché, les HCL solliciteront de nouveau les autorités compétentes pour une mise à jour de l'avis précédent.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions du présent CCAP.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par le Département Prévention et Sécurité Générale des HCL ou leurs représentants.

4.4 Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir aux HCL, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre aux HCL sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, les HCL pourront résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande l'acheteur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

4.5 Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présente CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés par l'établissement hospitalier.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, toute technique, ou tout savoir-faire relatif à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui sera communiqué de manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera d'engager la responsabilité du titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des HCL ou d'un tiers.

4.6 Sécurité

Les HCL ont défini, selon les dispositions du Code du Travail - articles R. 4515-11 à R. 4515-15 - une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions de l'annexe 2 du présent CCAP. Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Les HCL pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par les HCL.

Les HCL se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

4.7 Incidence d'un évènement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat

4.7.1 Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

4.7.2 Modalités de poursuite du contrat

Conformément à l'article R2194-5 du code de la commande publique, les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution technique ou financière du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible. Il est précisé que les éventuelles modifications sont strictement limitées tant dans leur champ d'application que dans leur durée, à ce qui est rendu nécessaire par les circonstances imprévisibles pour assurer la continuité du service public et la satisfaction des besoins de la personne publique.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations, et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement. Le cas échéant, il devra démontrer une augmentation des dépenses ou une diminution des recettes qui ne pouvaient pas raisonnablement être envisagées lors de la conclusion du contrat. A ce titre, le titulaire devra notamment justifier d'une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché et au moment de sa demande d'augmentation des prix.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et de l'impact du bouleversement sur le contrat. Il se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

4.7.3 Modalités de suspension du contrat

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, les HCL peuvent suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Le cas échéant, les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

5 ADMISSION DES PRESTATIONS

En dérogation à l'article 22 du CCAG FCS, les opérations de vérification ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a réalisé les prestations conformément aux dispositions contractuelles.

Si cela est possible compte tenu de l'objet du marché, les vérifications qualitatives simples seront effectuées par la personne désignée par le pouvoir adjudicateur, au moment même de l'exécution du service (examen sommaire).

De plus, des contrôles inopinés peuvent être réalisés afin de s'assurer de la qualité de la prestation.

L'admission des prestations prend effet conformément à l'article 25 du CCAG FCS, à la date de notification au titulaire de la décision d'admission. En l'absence d'une telle décision dans un délai de 15 jours à compter de la date de transmission des rapports, les prestations sont réputées admises.

Lorsque le pouvoir adjudicateur, à la suite des opérations de vérifications décrites ci-dessus, conclut à la mauvaise exécution des prestations, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités.

La pénalité ne dégage pas le titulaire de toutes responsabilités liées au manquement constaté.

Le titulaire est tenu de corriger, réparer, à ses propres frais, les manquements et prestations identifiées comme mal exécutées et de renvoyer le(s) rapport(s) corrigé(s) sous un délai de 5 jours calendaires après constat de la mauvaise exécution de la ou des prestations.

En cas d'erreur sur le rapport seul, le titulaire est tenu d'apporter les corrections nécessaires sous un délai de 2 jours calendaires après constat de l'erreur.

6 AVANCES

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, dès notification de l'acte prescrivant le démarrage, une avance pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance.

7 PRIX DU MARCHÉ

7.1 Contenu des prix du marché

Les prix du marché sont réputés couvrir les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment la participation aux réunions, les déplacements, la reprographie des documents définitifs et intermédiaires, la fourniture des supports papier et informatique...

Les prix comprennent tous les déplacements nécessaires à l'exécution de la prestation ainsi que la fourniture du ou des rapports. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que l'ensemble des frais correspondants à l'obligation faite au titulaire du marché de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations demandées.

7.2 Prix de référence du marché

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans le bordereau des prix unitaire en annexe à l'acte d'engagement.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre mentionné dans l'acte d'engagement.

7.3 Variation des prix du marché

Les prix du marché sont révisibles annuellement, la première révision ayant lieu le 01/01/2026 suivant les modalités ci-dessous :

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient de révision C donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \text{SYN} \div \text{SYNo}$$

Dans laquelle :

- SYN = INDICE SYNTHETEC, le dernier connu lors de la révision
- SYNo = INDICE SYNTHETEC du mois Mo, Mo étant le mois de remise de l'offre indiqué dans l'acte d'engagement.

8 MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Régime des paiements

Des acomptes sont versés au titulaire dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les demandes de paiement sont adressées à l'acheteur dès lors que la phase considérée est admise par l'acheteur public.

8.2 Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11-2 à 11-5 et 12 du CCAG FCS.

8.2.1 Déclaration de la TVA

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation

8.2.2 Attendus communs à toutes les factures :

En complément des mentions légales, le titulaire envoie sa facture obligatoirement via la plateforme CHORUS PRO.

- Pour les HCL : « Annexe1 Info HCL Facturation 2021 »
- Pour les Etablissements membres du GHT : « Annexe 3 Info Factur_ Chorus_EP GHT »

Le non-respect de ces dispositions entraînera le rejet de la demande de paiement, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et avec une nouvelle date.

8.3 Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la Comptabilité publique.

Le Comptable chargé du paiement est le Receveur des Finances, trésorier de chaque établissement hospitalier. Les modalités de calcul du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par les articles R2192-10 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur public.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, Le titulaire informera sans délai l'acheteur et lui transmettra le nouveau RIB à l'adresse suivante : DA.DMS-CM4@chu-lyon.fr

L'acheteur ne peut être tenu responsable de l'interruption des paiements de la prestation en cas de non respect de ce cas de figure, le titulaire ne pourra se soustraire à son obligation d'information.

8.4 Suivi des règlements de facture

Concernant les factures au format électronique déposées sur le portail Chorus Pro :

- le site <https://chorus-pro.gouv.fr> permet de connaître les statuts mis en œuvre par les différents membres du GHT

8.5 Rémunération en cas de groupement

Elle sera effectuée conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG FCS

La signature de chaque demande de paiement par le mandataire du groupement vaut pour chaque cotraitant acceptation du montant à lui payer.

9 PENALITES

En dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont fixées comme suit

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel éventuellement modifié, est expiré.

OBJET	MONTANT DE LA PENALITE
Retard dans les délais fixés sur les bons de commande ou à défaut au CCTP	2,5% du montant de la commande par jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution d'un bon de commande concernant un DDT vente	5% du montant de la commande par jour calendaire de retard
Retard de plus d'1/2 heure à une réunion programmée	50 €
Absence à une réunion programmée	100 €
Non-respect des précautions, lors de la prise d'échantillons pour les diagnostics amiante (gravats non nettoyés, prélèvement non repéré, trou non bouché, etc...)	200 € par constat
Retard dans la restitution des clés ou badges	10 € par jour calendaire
Pertes des clés ou badges	Facturation au prix réel du remplacement (y compris remplacement du cylindre le cas échéant)
Absence d'attestation d'assurance valide	100 € par jour de retard après la date de fin de validité de la dernière attestation

En cas de non-respect par le titulaire du marché d'un de ses engagements contractuels et dans le cas où cette défaillance n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique prévue ci-avant (mauvaise exécution des prestations, erreur sur rapport, etc...)	100 € par manquement constaté
--	-------------------------------

10 ASSURANCES

10.1 Responsabilité

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou au pouvoir adjudicateur.

10.2 Assurance

Avant tout commencement d'exécution de la prestation et pendant toute la durée du marché, le titulaire du marché doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs.

11 RESILIATION DU MARCHE

En dérogation à l'article 33 du CCAG FCS il ne sera pas accordé d'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Les autres clauses du CCAG FCS relatives à la résiliation sont applicables.

12 CESSION DU MARCHE

12.1 Cession du marché en cours de période contractuelle

Le titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable des HCL.

Le cessionnaire pressenti devra :

- Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du titulaire ;
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, les HCL se réservent le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;

- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Les HCL devront se prononcer sur l'agrément du cessionnaire au plus tard vingt (20) jours ouvrés après réception de la demande d'agrément, étant précisé que les HCL ne pourront refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le titulaire respectera ses engagements contractuels.

12.2 Cession du marché par la personne publique

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) des HCL, ceux-ci s'engagent à en avvertir le titulaire par écrit avec le plus grand degré de détails possible, la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le présent marché et tout autre document contractuel auquel les HCL sont parties seront cédés par ces derniers à une nouvelle entité juridique et le présent marché sera poursuivi avec celle-ci sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

13 DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège des HCL.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

14 LITIGES

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est seul compétent en cas de litige.

Dans le cadre de la signature de la charte relations inter-entreprises, les HCL s'engagent à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. Dans le cas d'un litige avec l'entité HCL en cours d'exécution du marché, vous pouvez vous adresser à da.villon-mediateur@chu-lyon.fr.